

Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (CLASSE)

Coordonnées du bureau de l'ASSÉ

Téléphone : 514-3900110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

VERSION FINALE



Congrès de la CLASSE

Mardi le 3 juillet 2012

Ouverture à 9h00

Lieu

Collège Edouard Montpetit
945, chemin de Chambly, Longueuil,
Québec, J4H 3M6

Frais de participation

Détails à venir

Hébergement

Hébergement militant
S'il-vous-plaît, en faire la demande

Association hôte

AGECEM

Proposition d'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose l'ordre du jour suivant :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Présidium
 - 1.2 Lecture et adoption du l'ordre du jour
 - 1.3 Adoption du procès-verbal
- 2.0 Manifeste
- 3.0 Femmes
- 4.0 Avis de motion
 - 4.1 Dépôt des avis de motion
 - 4.2 Traitement des avis de motion
- 5.0 Varia

Table des matières

Proposition d'ordre du jour.....	2
Bilan.....	4
Bilan du Comité Femmes.....	4
Propositions.....	5
ANNEXE A : Manifeste - VERSION PRÉLIMINAIRE	6

Bilan

Bilan du Comité Femmes

Nous avons commencé en force notre mandat avec deux scandales et la recension des comités femmes locaux. Tout d'abord, nous avons rencontré le groupe Stella, qui suite à la parution du journal Ultimatum Express féministe pour la fin de semaine de la F1, se disait contrarié par la position prostitutionnelle abolitionniste de la CLASSE. Elle soulignait dans leur courriel qu'elle avait soutenu notre mouvement depuis les premiers balbutiements et commençait à se questionner sur leur appui. Suite à cette rencontre, nous avons réaffirmé l'absence de position et avons tout de même souligné le manque de neutralité dans l'article sans toutefois s'en dissocier. Ensuite, suite au débat sur l'acceptation ou non des redevances du spectacle du Coalition des Humoristes Indignés, nous avons aidé à la préparation de l'entrevue féministe de l'émission radiophonique Médium Large. Nous avons aussi assisté au spectacle et rédigé un compte-rendu critique visant la prise de position des assemblée générale sur le sujet. Suite au mandat pris au précédent Congrès, nous avons participé à la rédaction du premier jet du Manifeste qui en a déçu plusieurs-es. Nous avons donc participé à la rédaction du « deuxième » Manifeste, le final. La révision critique a permis de faire participer l'ensemble des membres à la composition du Manifeste. Nous avons aussi commencé notre plan d'action de création et soutien de comités femmes ou féministes locaux en les recensant sur les différents campus, en demandant l'impression de 10 000 collants « Sale pub sexiste » et en attaquant le 2.0 avec la création d'une page Facebook (<https://www.facebook.com/femmesasse>). Aussi, pour favoriser l'implication de collaboratrices, nous avons diffusé notre prochaine réunion sur cette page. Nous commençons aussi timidement le réseautage avec différents groupes de femmes qui appuient la cause étudiante. Finalement, une des membres du Comité à aussi écrit un article sur le place des femmes dans les universités pour l'Ultimatum des conférences et une autre est allée au Collège Montmorency pour donner une formation «Féminisme 101».

Propositions

0.0 Ouverture

1. Le Conseil exécutif propose l'ouverture.

1.0 Procédures

1.2 Lecture et adoption du l'ordre du jour

1. Le Conseil exécutif propose que l'on adopte l'ordre du jour du cahier de Congrès.

1.3 Adoption du procès-verbal

1. Le Conseil exécutif propose que l'on adopte le procès verbal du Congrès du 17 juin 2012.

2.0 Manifeste

1. Le Conseil exécutif propose que le Congrès adopte le manifeste en annexe a.

Proposition mise en dépôt au Congrès du 17 juin 2012

Considérant le caractère anti-féministe, sexiste, capitaliste et corporatiste de l'industrie de l'humour au Québec,

Considérant la présence d'humoristes et d'artistes véhiculant des propos sexistes, racistes et homophobes au sein de la Coalition des humoristes indignés (CHI),

1. Que la CLASSE se dissocie publiquement du spectacle-bénéfice organisé par la CHI et diffuse les raisons de cette position.

ANNEXE A : Manifeste – VERSION PRÉLIMINAIRE

Nous sommes avenir

Le sol du Québec vibre au rythme de centaines de milliers de pas depuis plusieurs mois. Une force d'abord souterraine, auparavant engourdie par un consensus froid, a surgi lors d'un printemps. Cette force a animé étudiantes et étudiants, parents, grands-parents et enfants, travailleuses et chômeurs, personnes aisées ou déshéritées. L'ampleur du mouvement témoigne d'un dépassement de la question de la hausse des frais de scolarité, question qui a servi de voie d'accès au problème politique d'ensemble. Parce que, oui, il s'agit d'un problème d'*ensemble*. Et de cela, une réflexion s'est amorcée, il est temps de donner corps à cette vision, de tracer une ligne.

Notre lutte a été le révélateur d'une tension profonde entre deux visions, deux pratiques politiques. Notre vision, c'est celle d'une démocratie qui est sollicitée à chaque instant. C'est celle d'un collectif qui s'exprime dans les Assemblées à l'école, au travail et dans les quartiers. Notre vision, c'est celle d'une prise en charge permanente de la politique par la population, à la base, comme premier lieu de la légitimité politique. C'est celle de la possibilité pour toutes de prendre la parole à titre d'égal, de soulever des enjeux qui, trop souvent, sont négligés ou simplement oubliés. Nous souhaitons une démocratie qui respire allègrement et qui n'a pas le souffle court. Et lorsque nous prenons la rue et érigeons des piquets de grève, c'est cette démocratie qui inspire. L'autre vision est celle où la démocratie se résume à un vote aux quatre ans et qui tend à fractionner la société en différents « groupes d'intérêts », à nous atomiser et qui, lorsqu'elle vit des moments de crise, se voit obligée de bafouer le principe même de la liberté démocratique par des lois d'exception et la dureté des bâtons. En somme, une démocratie sur papier qui vient bâillonner la véritable démocratie lorsqu'elle parvient à s'exprimer réellement, un autoritarisme masqué derrière un visage humain.

Or les décisions démocratiques sont le partage d'un monde commun et d'institutions communes où chaque homme et chaque femme est valorisé-e. C'est ce partage que nos « élites politiques » mettent à mal depuis trop longtemps déjà. Car ils ont bien compris que le bien commun dépend d'un accès égal aux services publics. Et c'est au contraire une tendance à la différenciation dans l'accès que nous constatons: accès différencié aux soins de santé, à l'éducation ou encore à l'électricité et ce, à chaque fois en fonction de la richesse personnelle. Or, rien ne peut palier à cette profonde inégalité sinon la gratuité des services publics. La gratuité n'est pas seulement qu'une absence de prix, c'est l'abolition de barrières – économiques – entre nous, abolition de ces entraves à la pleine réalisation de notre humanité.

Plus encore que de partager des institutions, nous partageons des espaces de vie, notamment naturels. Ces espaces étaient là avant nous, et nous souhaitons qu'ils nous survivent. Or, la convoitise d'une poignée de gens, redevables à personne, est en train de ravager ces espaces en toute impunité. Dotés, au mieux, d'une vision de l'avenir se réduisant aux prochains trimestres, ces gens ne connaissent pas d'autres avis que celui, capricieux et avide, d'actionnaires lointains. Pour les satisfaire, cette clique procède de manière coloniale, sans consulter personne. Les autochtones, déportés maintes fois, à chaque nouvelle prospection, résistent pourtant à ce vol continu, et à l'hypocrisie des pouvoirs publics complices. Bonnes dernières dans les rangs de consultation, les femmes autochtones sont les victimes invisibles de cette braderie; loin des caméras, loin des leviers économiques, donc facilement oubliables. Si certains projets d'exploitation sauvage ont pu être mis sur pause, c'est parce que des hommes et des femmes ont osé défier ces décisions prises de façon unilatérale. Ils et elles ont su résister à ce pillage de ressources, malgré les discours catastrophistes affirmant que notre survie économique dépend de l'exploitation rapide, à tout prix, de notre sous-sol.

Nous osons remettre en question ce dogme de la croissance économique infinie, et ce, au nom du monde fini dans lequel nous vivons, notre condition indépassable. Nous osons aussi dénoncer le colonialisme qui a

habité et qui habite encore cette volonté de croissance sauvage. Parce que nous serons parmi les premières personnes à être affectées par la surexploitation des ressources, parce que nous nous soucions de celles et ceux qui viendront après nous et des peuples avec qui nous partageons toute cette nature, nous voulons penser plus loin.

Entre le processus de privatisation des services publics et la destruction planifiée des écosystèmes et des cultures, un élément commun fait jour : la *marchandisation*. Marchandisation des rapports sociaux, des individus, de la nature, tout ceci dans une perspective de rentabilité et d'efficacité qui détruit le peu de tissu social qu'il nous reste, le peu d'humanité qu'il nous reste. Notre sous-sol ne se mesure pas en tonnes de métaux, le corps d'une femme n'est pas un argument de vente, les services publics ne se résument pas à de simples dépenses étatiques que l'on peut amputer à sa guise. La soi-disant correspondance entre la santé de l'économie et la santé d'une société, voilà l'idéologie néolibérale à laquelle nous nous opposons. Car nos adversaires se targuent d'être purement pragmatiques, il ne peut en fait y avoir pire idéalisme aveugle. Tout ce qui est autour de nous est le fruit d'un travail collectif, dans lequel chacun-e doit se retrouver et avoir une emprise, contribuer par ses forces vives et s'émanciper.

Parce que l'éducation est un apprentissage de l'humanité, nous nous refusons à admettre l'entrée du critère de la performance et de la compétitivité économiques au sein de nos établissements scolaires. Nous ne voulons pas non plus d'une école servant uniquement à recréer des hiérarchies : en haut les dirigeant-e-s, en bas celles et ceux qui exécutent. C'est seulement en mettant à la disposition de toutes et tous les ressources nécessaires au plein développement de leurs capacités que nous pourrions créer une société où les personnes se considèrent réellement égales et sont en mesure de décider ensemble de la manière d'organiser la vie en commun. C'est le cœur de notre vision. L'éducation n'est donc pas une branche de l'économie, ni un service de formation à court terme. Cette racine de tous les savoirs permet de paver la voie à l'émancipation de toute une société, une éducation libératrice qui jette les bases d'une collectivité en mesure de s'autodéterminer.

En tant que lieu de partage d'un savoir universel, l'éducation devrait, de toute évidence, abolir toute forme de discrimination et de domination fondée sur le genre. Il s'avère pourtant qu'être femme dans ce système est tout aussi difficile qu'être femme en société. Elles sont nombreuses dans les salles de classe de baccalauréat, mais combien d'entre elles gravissent les plus hautes marches de l'escalier universitaire? Croire que la reproduction de statuts inégalitaires est absente de nos murs est un leurre : habitué-e-s à voir des hommes occuper les postes élevés tels que ceux de recteurs ou directeurs, on semble s'en satisfaire. En opposition à ce maintien des discriminations envers les femmes, nous souhaitons que l'éducation soit réellement ce lieu d'égalité et de respect des différences. Nous souhaitons qu'elle soit ce lieu de l'universalité.

Or, le premier lieu de l'universalité est la rencontre de tous ces gens qui font le choix de l'action directe, de l'action commune, du mouvement. Notre rapport de force collectif est la seule façon par laquelle nous pouvons nous assurer que nos revendications seront entendues et, éventuellement, mises en application : c'est cela que nous appelons *syndicalisme de combat*. Car, nous ne pouvons nous risquer à laisser notre devenir collectif entre les mains de politiciens et politiciennes, plus préoccupé-e-s par leur réélection que par notre émancipation. Ensemble, nous sommes capables de beaucoup, mais il nous faut parler ensemble et il nous faut parler fort. Il faut arrêter de quémander, il faut prendre.

Aujourd'hui, nous refusons d'être seul-e-s, seul-e-s comme ces gens que l'arbre de la liberté individuelle empêche de voir la forêt du commun. Notre situation nous interdit de nous satisfaire de droits qui n'existent que sur papier : une véritable justice ne peut fleurir qu'à partir du moment où nous nous donnons les moyens réels de vivre pleinement ces droits. Et nos épreuves passées, notre lutte présente portent les germes de ce monde en attente, dans la clairière d'une possibilité qui chaque jour s'ouvre un peu plus.

Nous sommes le peuple.
Nous sommes avenir.